

LES ROMS EN EUROPE : POUR UNE INCLUSION REELLE ET EFFECTIVE

Séminaire au Forum Social Européen, Malmö 2008

Vendredi 19 septembre 2008

Organisé par Secours Catholique, Caritas Italie, Amare Rromentza - Roumanie, Caritas Kosovo, le réseau Cariitas Europe...

Avec une centaine de participants de différents pays : Kosovo, France, Italie, Espagne, Roumanie, Suède, Hongrie, Grande Bretagne...

Les Roms, première minorité en Europe, sont souvent accueillis dans des conditions peu favorables et vivent en situation de grande pauvreté. Victimes de discriminations, l'exercice de leurs droits comme celui de l'accès à l'emploi est loin d'être garanti.

Des ONG européennes développent **des idées innovantes dans l'accompagnement social et juridique des Roms**, tout en menant **des actions de plaidoyer** au niveau local, national et européen. Elles se sont engagées à travailler individuellement et collectivement les questions suivantes.

En ce qui concerne l'accompagnement juridique :

- Reconnaître à la population Rom **l'ensemble des droits humains** et pas uniquement certains droits. Ne pas accepter que soient considérés comme « faveurs » ces droits, ce qui suppose de travailler au changement des mentalités.
- Soutenir au niveau européen une **action pilote commune des communautés Roms** qui aurait une résonance dans l'ensemble des pays de l'Union européenne en vue de s'adresser aux institutions concernées (locales, nationales, européennes) contre les pratiques juridiques discriminatoires.
- Appuyer le Forum européen des Roms et les Gens du voyage dans l'organisation et la coordination d'une **campagne européenne pour lutter contre les pratiques discriminatoires envers les Roms**.
- Mettre en place **une directive européenne** -outil contraignant- pour une action positive en faveur des Roms **ou / et** mettre en œuvre une **stratégie européenne de lutte contre les discriminations**, et en particulier des Roms.

En ce qui concerne l'accompagnement social :

- **Soutenir l'émergence de leaders** dans les communautés roms pour favoriser l'accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi, au logement... des Roms et pour promouvoir la culture Rom.
- **Sensibiliser l'encadrement pédagogique** dans les écoles à la question Roms et aux difficultés auxquelles ils sont confrontés, et **sensibiliser les parents des enfants Roms à la scolarisation** des enfants.
- **Ouvrir les espaces culturels à la culture Rom**.

En ce qui concerne le plaidoyer :

- Lancer une campagne européenne de **plaidoyer pour valoriser les images et modèles positifs** de la communauté Rom.
- Promouvoir en l'intégrant dans le cadre des programmes scolaires, l'enseignement du vivre ensemble par une « éducation inclusive active », c'est-à-dire une éducation dispensée à l'ensemble de la population et pas seulement aux enfants Roms. **Une citoyenneté européenne égalitaire devrait passer par l'apprentissage de l'interculturalité** dans l'éducation. L'enjeu est que les systèmes éducatifs des Etats membres de l'UE fassent davantage la promotion de la diversité culturelle et de l'interculturalité.
- Mobiliser la société civile pour nourrir au niveau local, national et européen, une stratégie pour une meilleure prise en compte de la question des Roms par **l'ensemble des 27 gouvernements de l'Union Européenne**.

Contacts : *Secours Catholique – Département Europe + 33 1 45 49 74 40*
Geneviève Colas : genevieve-colas@secours-catholique.org
Aurore Arnould : aurore-arnould@secours-catholique.org

LES ROMS EN EUROPE : POUR UNE INCLUSION REELLE ET EFFECTIVE**PRESENTATION DE LA PROBLEMATIQUE**

Avec l'élargissement à 27 pays, les Roms sont devenus en 2007 la première minorité de l'Union Européenne. Victimes de discrimination depuis des siècles, il leur est toujours aussi difficile d'exercer leurs droits les plus élémentaires.

Cette population vit une situation de grande pauvreté, et ce particulièrement dans les Balkans : 79% des Roms du Kosovo, 69% en Roumanie et 61% en Serbie vivent en dessous du seuil de pauvreté, alors que cela ne concerne que 8% des Roms de Hongrie. Selon le rapport du PNUD, plus d'un Rom d'Europe de l'Est sur deux affirment souffrir de la faim, seul un tiers a terminé l'école primaire et moins de 1% a suivi un enseignement supérieur. Pour continuer d'exister, les Roms ont dû développer des moyens de subsistance en marge de la société, par exemple dans le domaine de l'emploi.

Les pays de l'Union Européenne ne leur réservent pas de meilleures conditions. En Allemagne, France, Espagne, Grèce, Italie ou encore Portugal, ils vivent dans des conditions déplorables, souvent dans des bidonvilles ou dans des squats. Les expulsions répétées les fragilisent toujours plus et rendent leur vie encore plus précaire. Contraints à la clandestinité, les Roms ne peuvent exercer ou avoir accès aux droits fondamentaux. En Italie, où le nouveau gouvernement a tout récemment mis en place de sévères mesures de lutte contre l'immigration clandestine, leur situation se dégrade.

Aujourd'hui, au-delà de la vision de la subsistance, il est nécessaire de leur permettre un accès à un emploi qualifié comme clef majeure de l'insertion en Europe.

Malgré l'existence de textes européens pour un accès non discriminatoire à l'emploi, la formation, l'accompagnement, on constate que la population Rom reste largement stigmatisée et exclue du marché du travail.

Face à cette situation, des ONG à travers l'Europe développent des idées innovantes d'insertion respectueuses des cultures tout en menant des actions de plaidoyer auprès de leurs gouvernements pour une inclusion réelle et effective des Roms en Europe.

CARITAS ITALIE (ALICE RICORDY)

Une étude, encore non publiée, a été commandée par Caritas Italie sur les **conditions de vie** des Roms, des Sintis et des gens du voyage en Italie et sur **l'engagement du réseau Caritas Italie** auprès de ces personnes.

- Selon Opera Nomadi et l'association nationale Zingari, les deux principales ONG impliquées dans ce secteur, en Italie, **les Roms, les Sintis et les gens du voyage** (en anglais RST pour Roma, Sinti and Travelers) représentent à ce jour en Italie 0,3% de la population avec 140 000 à 160 000 individus, pour la plupart âgés de moins de 18 ans.

Trois groupes principaux de RST en situation régulière ont été identifiés :

- a) Les RST de citoyenneté italienne (environ 70 000 personnes, vivant dans des groupes établis en Italie depuis 600 ans et présents dans toutes les régions du pays, avec 30 000 pour Centre-Nord et 40 000 pour le Centre-Sud). Parmi ce groupe, on trouve de bons exemples d'intégration, comme les Roms à Abruzzo et à Molise, mais aussi des communautés RST très pauvres et exclues, comme les Roms en Calabrie)
- b) Les Roms des Balkans, environ 90 000 personnes, arrivés en Italie ces 20 dernières années et après l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie. La plupart vivent en Italie du Nord.
- c) Les Roms de Roumanie, qui n'ont pas été encore recensés mais dont le nombre est en expansion, particulièrement dans les métropoles.

Un quatrième groupe est composé des RST en situation irrégulière vivant sur le territoire italien, pour qui les chiffres officiels au niveau national ne sont pas disponibles. Des enquêtes récentes à Rome et à Milan donnent une estimation de 12 000 à 15 000 personnes à Rome (où l'on compte environ 7 000 RST en situation régulière) et 7 000 à Milan.

- Les domaines d'intervention privilégiés par les Caritas diocésaines d'Italie au niveau des Roms concernent les mineurs et la scolarisation (accompagnement scolaire, accompagnement administratif, soutien après l'école, relation école – famille).

Les Caritas diocésaines reconnaissent que **la scolarisation** est le point de départ pour acquérir les bases nécessaires pour l'insertion sociale : apprentissage de la langue italienne, alphabétisation, éducation au respect des lois. L'ambiance scolaire est aussi pour beaucoup d'enfants roms la seule occasion de rencontre et de socialisation avec d'autres enfants non roms. Il est donc important d'associer à la scolarisation, des activités qui puissent favoriser les relations positives avec les camarades, un travail assidu avec les parents afin qu'ils soient responsabilisés dans le parcours scolaire des enfants et cela constitue un premier pas vers l'insertion.

L'insertion par le **travail** fait partie des autres principales actions concernant les Roms réalisées par les Caritas diocésaines, à travers des cours de formation professionnelle, aide à la création de coopératives ou de petites entreprises spécialisées, recherche de coopératives disposées à accueillir Roms et Sintis.

Un autre type d'appui constitue la proposition de **logements alternatifs aux camps**, à travers la reconstruction d'édifices abandonnés, la concession de terrains communaux inutilisés et l'aide à la reconstruction, ou bien l'insertion, là où c'est possible, dans les listes pour des habitations à loyer modéré.

L'orientation et l'assistance sanitaire favorisent l'acquisition du droit à la santé, la prévention, le bon usage des structures sanitaires publiques.

Les résultats les plus positifs sont repérés là où une **démarche globale** dans plusieurs secteurs : maison, école, travail... est engagée.

Les principaux problèmes rencontrés concernent le **manque de continuité dans les interventions, le manque de coordination entre les acteurs sociaux engagés, l'insuffisance des interventions institutionnelles** qui rendent parfois dérisoires les résultats obtenus.

- Quelques remarques et recommandations émergent de l'analyse réalisée par Caritas Italie :

La sensibilisation de la société civile et le travail réalisé pour l'élimination des préjugés sont d'une importance fondamentale. Il ne faut pas se contenter de discours rhétoriques ou de promouvoir des événements et campagnes pour la connaissance de la culture Rom dans ses aspects folkloriques. Il faudrait **construire un réseau d'interventions structurées pour garantir la formation d'opérateurs sociaux, la diffusion des valeurs interculturelles, l'attention aux expressions socio-affectives que chacun de nous devrait exercer et promouvoir, à commencer par les enfants et par l'école.**

Caritas –promoteur d'inclusion- doit créer **un réel programme de travail concernant les Roms et un réseau d'informations** qui puisse mettre en valeur les bonnes pratiques et expériences réussies, afin de discuter et modifier les modèles proposés et de les adapter aux différentes réalités.

Il est nécessaire d'intervenir **même dans les lieux dans lesquels il n'y a pas de situations socialement critiques visibles**. Souvent ce sont les besoins cachés qui déterminent l'urgence.

Il est souhaitable de proposer une philosophie d'intervention qui confie aux Caritas et communautés chrétiennes **un rôle de médiation** entre les groupes Roms et Sintis présents sur le territoire et qui a pour objectif de **favoriser l'autonomie des Roms et Sintis** à travers le dépassement d'une démarche d'assistance.

Il est important de :

- Projeter des interventions à **long terme**, en garantissant la cohérence et la continuité dans le temps.
- Intervenir toujours sur trois fronts : les **Roms**, le **contexte d'accueil** et le **lien entre les deux** réalités, indépendamment du contexte spécifique d'intervention.
- Continuer à privilégier **l'intégration scolaire** des enfants, en liaison aussi avec les **familles**.
- Activer des **parcours d'insertion alliant plusieurs domaines** : juridique, logistique, scolaire, santé, travail. Cela favorise non seulement l'intégration à tous les niveaux, mais permet aussi de diriger les demandes des Roms vers des services de compétence spécifique, en évitant des dispersions.
- Proposer **une formation** pour les volontaires et les opérateurs sociaux.
- Repérer, à l'intérieur des communautés Roms et Sintis des personnes pouvant assurer le rôle de **médiateurs** pour sensibiliser les communautés Roms et Sintis comme les non Roms afin qu'ils perçoivent les Roms comme des agents actifs.

- Créer une **coordination de réseau active**, sur les réalités qui concernent les communautés Roms et Sintis à tous les niveaux. Cela permettra de suivre une méthodologie d'intervention commune, qui évitera de diffuser des messages contradictoires et de perdre les résultats positifs acquis.
- Mener une recherche-action qui permette d'expérimenter toujours de **nouvelles méthodologies en harmonie avec l'évolution des besoins**, avec l'idée que chaque expérience significative (positive ou négative) soit ensuite discutée avec les autres Caritas.
- Promouvoir **la participation politique et sociale** des Roms et des Sintis. Donc les soutenir en :
 - sollicitant une réponse au niveau national pour la reconnaissance de la communauté Rom et Sinti comme minorité linguistique ;
 - promouvant la collaboration avec les institutions territoriales locales, pour favoriser l'inclusion dans chaque domaine d'intervention (éducation, logement,...).
- Travailler d'une façon systématique sur **la sensibilisation de la société civile** à travers de rencontres, débats, événements et activités interculturelles, formations
- dans les écoles et dans les structures sociales.

CARITAS KOSOVO : Boban MIRKOVIC

Caritas Kosovo s'est donné pour objectif de **promouvoir les droits et l'intégration des minorités discriminées** : Rom, ashkali, Egyptienne (RAE).

Mitrovica, située au nord du Kosovo, a la particularité d'être **scindée en deux** : le nord concentre la population serbe alors que le sud est majoritairement peuplé d'Albanais.

Les minorités RAE de la ville (Rom, Ashkalie et Egyptienne), accusées de collusion avec les forces serbes pendant la guerre, résident principalement au nord où elles se sont **réfugiées** suite aux conflits. En 2007, un processus de retour progressif de ces communautés dans les quartiers sud a été amorcé. Face aux dissensions intercommunautaires opposant principalement les Serbes et les Albanais et à la marginalisation de minorités telles que les communautés tsiganes, il apparaît primordial, de **créer ou de re-crée des liens interethniques qui dépassent les préjugés et les stéréotypes alimentant les nationalismes exacerbés**.

Depuis la fin de la guerre en 1999, Caritas Kosovo se consacre au **développement d'espaces neutres** où les communautés peuvent de nouveau se rencontrer et échanger librement autour d'intérêts communs. Une attention particulière est portée à l'égard des jeunes, moins marqués par le passé et porteurs d'avenir. Par leurs engagements au sein de la société civile, ces derniers représentent des acteurs clés de la réconciliation et de la coexistence pacifique des différentes communautés.

En 2008, Caritas Kosovo poursuit ses efforts pour **une meilleure intégration des communautés Rom, Ashkalie, Egyptienne, discriminées** au sein de la société kosovare.

D'une part, **des actions éducatives** sont mises en œuvre en faveur des enfants en vue de lutter contre leur absentéisme à l'école et faciliter leur intégration au système scolaire, au nord où

l'enseignement est dispensé en serbe et au sud en albanais. Parallèlement, les **parents sont invités** régulièrement à prendre part aux activités avec les enfants dans le but de les sensibiliser à l'importance de l'instruction.

D'autre part, une **médiation est assurée entre la communauté RAE**, réintégrant progressivement ses quartiers d'origine au sud de Mitrovica, et la population albanaise, résidant dans le voisinage afin de ré-instaurer le dialogue entre les deux communautés.

Dans une région particulièrement touchée par la crise économique, **la création d'activités génératrices de revenus représente un enjeu de taille dans la consolidation de la paix**. En effet, le chômage de masse génère des frustrations et des angoisses, notamment au sein de la jeunesse, avivant les tensions interethniques. Dans ce contexte, Caritas Kosovo offre l'opportunité à des personnes en grande précarité de créer leurs propres petites entreprises, entre autres lorsqu'elles sont à caractère multiethnique, grâce à l'octroi de micro-crédits. Au préalable, une **formation** (étude de marché, recherche de débouchés, gestion financière,...) est dispensée aux bénéficiaires. Par la suite, ces derniers sont **accompagnés méthodologiquement** pendant toute la période de développement de leurs projets. En 2007, Caritas a soutenu par exemple la création d'activités agricoles, notamment d'un élevage de volailles. En outre, l'équipe de Mitrovica propose des formations professionnelles et stages pratiques en entreprises pour des personnes vulnérables, notamment issues des communautés rom, ashkali, égyptienne (RAE). En assurant partiellement et ponctuellement la **prise en charge de salaires**, elle promeut **l'accès des bénéficiaires à un emploi** au sein d'entreprises de la région et une meilleure intégration sociale.

AMARE RROMENZA - ROUMANIE : Mihai NEACSU

En Roumanie, l'insertion des Roms constitue un véritable problème de société. Difficile à cerner, cette minorité est composée d'identités très diverses, depuis les clans plus traditionnels et aisés en passant par les ghettos démunis des grandes villes.

La **communauté Rom de Roumanie**, estimée à 2 millions de membres, est numériquement **la plus importante du monde**. Elle représente près de 10 % de la population du pays.

Les Roms sont victimes de **marginalisation scolaire**. En effet, de nombreuses écoles roumaines refusent d'accueillir des enfants roms de leurs villages, ou les considèrent d'office en échec scolaire.

Les **perspectives professionnelles** des roms sont ainsi considérablement réduites. Et dans certaines villes, les jeunes roms vivent de la mendicité.

L'association « Amare Rromentza » est une association Rom qui travaille en direction des Roms avec des Roms et des Roumains. Sa mission première est le développement multisectoriel de la population rom (droits humains, développement économique et social). Elle se fixe pour objectifs :

- **la prévention et la lutte contre toute forme de discrimination** envers la population rom ;
- **la promotion des programmes et des jardins d'enfants bilingues** comme une méthode spécifique utilisée dans les communautés Roms traditionnelles. Apprentissage du roumain à partir de la langue romani pour les enfants dont la langue maternelle est le romani, introduction dans les jardins d'enfants des matières liées à la culture et aux traditions des deux langues ;

- **la promotion de la présence d'assistants d'éducation et d'instituteurs accompagnateurs** dans les jardins d'enfants aussi fréquentés par les enfants roms, pour favoriser leur inclusion dans le système éducatif public roumain ;
- **la promotion et le soutien d'une société multiculturelle et du dialogue interculturel en milieu scolaire** : programmes préscolaires interculturels dans les communautés multiethniques (appliqués par les instituteurs et les assistants d'éducation), incluant des cours optionnels et des matières relatives à la diversité, une approche interculturelle, les traditions et l'histoire dans les programmes scolaires.
- **les recherches sur l'histoire du Samudaripen** (l'Holocauste des Roms) : collecte des témoignages des survivants Roms, promotion du savoir sur l'histoire Rom, développement de la mémoire et de la conscience collective rom ;
- **protection des droits humains** des minorités ;
- **construction de l'identité rom** et amélioration de l'estime de soi de la population rom.

Voici quelques indicateurs la situation des Roms en Roumanie et du niveau de vie :

- *36% des maisons Rom n'ont pas accès à l'eau contre 10% seulement pour l'ensemble des maisons roumaines ;*
- *63% des Roms n'ont pas d'assurance médicale; contre 10 à 15% pour l'ensemble des roumains ;*
- 36% des Roms sont sans emploi alors que le taux de chômage est de 10-12% en Roumanie
- 80% des enfants Roms ne vont pas à l'école maternelle

Mihai relève la contradiction, à son sens incompréhensible, selon laquelle alors que l'Union européenne promeut les droits des minorités, les Etats membres (notamment la France, l'Italie et la Grèce) ne reconnaissent pas la minorité Rom qui constitue pourtant le plus grand groupe de minorité en Europe. Même en Roumanie, les Roms ne sont pas traités comme des citoyens nationaux. En Italie, ils sont jugés responsables de tous les maux, une image très négative promue notamment par les politiciens et les médias aux dépens de certains pourtant bien éduqués qui sont rarement mis en avant. Pour Mihai NEASCU, la notion de citoyenneté se heurte à l'absence de promotion de la diversité culturelle, notamment dans l'éducation. En Roumanie, il existe des expériences d'enseignement interculturel dans les écoles maternelles.

Une citoyenneté européenne égalitaire devrait passer par l'apprentissage de l'interculturalité dans l'éducation. L'enjeu est que les systèmes éducatifs des Etats membres de l'UE fassent davantage la promotion de la diversité culturelle et de l'interculturalité.